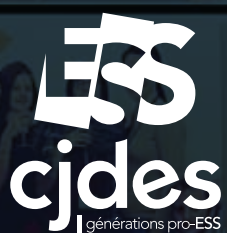




RAPPORT ANNUEL

2015



01

UNE ANNÉE DE CHANGEMENT

04	Avant-propos
06	30 ans de l'association
10	Nouvelle identité visuelle
14	Nouveaux outils web



“

Souffler les trente bougies du CJDES ensemble était un cap important pour nous et l'avenir nous engage. Je demeure, plus que jamais, persuadée de l'importance et de la pertinence d'une contribution du CJDES

”



Anne Pfersdorff
Présidente du CJDES

5

Un mot de notre présidente

Anne Pfersdorff

L'année 2015 aura marqué l'histoire de l'économie sociale et solidaire mais pourtant des incertitudes demeurent sur son rôle dans un contexte d'accroissement des inégalités et de recul des solidarités. Aussi, je demeure, plus que jamais, persuadée de l'importance et de la pertinence d'une contribution du CJDES.

Souffler les trente bougies de notre association était un cap important pour nous et l'avenir nous engage. Nous devons construire notre nouvelle contribution pour « le rayonnement de l'ESS » et pour l'épanouissement des personnes qui y contribuent. Les années à venir seront celles qui permettront au CJDES d'évoluer et de s'adapter aux nouvelles attentes de nos adhérents et sympathisants. Nous devons également actualiser la contribution politique que nous portons ensemble pour une économie sociale exemplaire et en phase avec les défis d'une société toujours plus complexe.

Nous pouvons d'ores et déjà être fier.es de notre action depuis notre dernière Assemblée générale. Je salue l'engagement de chacune et de chacun d'entre vous qui sert notre dynamique. Cette année, nous avons gagné en maturité et en pertinence dans nos actions. Nous aurons plaisir, j'en suis sûre, à maintenir cette dynamique avec un collectif renouvelé.

Les défis sont nombreux, les opportunités d'agir ensemble aussi, j'ai confiance en nous.

5
intervenants

200+
participants

2
heures de débats

30 ans de l'association

Bon anniversaire au CJDES

Début février 2016, le CJDES, a fêté ses trente ans d'existence ! Plus de 200 personnes ont répondu présentes pour cette soirée qui combinait conférence, interactions numériques avec la salle, cocktail et concert festifs.



Anne Pfersdorff, présidente du CJDES, a soufflé les bougies, aidée de ses prédécesseurs (Hugues Sibille, Jean-Louis Bancel, Frédéric Massot, Olivier Boned ou encore François Soulage, ancien secrétaire général), marquant symboliquement les 30 ans d'engagement de l'association en faveur du développement de l'ESS.

Autour du thème retenu, «Entre renouveau économique et nouvelles formes d'engagements citoyens, où va l'ESS ?», cinq per-

sonnalités se sont exprimées :

- Benoît Hamon, député des Yvelines, ancien ministre en charge de l'ESS

Entre renouveau économique et nouvelles formes d'engagements citoyens, où va l'ESS ?

- Miguel Urban, eurodéputé, membre du collectif citoyen espagnol Podemos
- Luca Jahier, président du Groupe III du CESE européen
- Roger Belot, président d'ESS France
- Benjamin Coriat, professeur d'économie, membre du collectif des Economistes atterrés.

Pour le CJDES, l'événement a été l'occasion de s'interroger sur les réponses que pourrait ou que



De gauche à droite :
 Roger Belot
 Benoît Hamon
 Anne Pfersdorff
 Benjamin Coriat
 Luca Jahier

devrait apporter l'ESS face aux attentes des citoyens en France et en Europe. Malgré le peu d'intérêt pour l'ESS exprimé par la Commission européenne actuelle, Luca Jahier et Miguel Urban ont souligné la responsabilité qui incombait aux acteurs de l'ESS de s'engager et peser de tout leur poids sur la scène politique. A ce titre, l'expérience de Miguel Urban est inspirante. Il a commencé sa «carrière» dans une librairie coopérative de Madrid, s'est engagé dans le mouvement citoyen Podemos, et il

Les organisations de l'ESS doivent prendre le virage du numérique, profiter de l'envie des citoyens de démarches plus horizontales

est désormais député européen !

L'ESS française paraît souvent «pous-sièreuse», trop «institutionnelle».

Elle est bousculée par des pratiques, plus ou moins «nouvelles», plus ou moins «solidaires»... Roger Belot a interpellé l'auditoire : Comment se renouveler ? Comment marquer sa différence vis-à-vis des pros du marketing de l'économie collaborative ? Comment expliquer au consommateur que les entreprises de l'économie sociale et solidaire sont des sociétés de personnes sans but lucratif, où le capital est détenu par leurs membres, et où les décisions sont prises de manière participative ?

(suite de la page 7)

Les organisations de l'ESS doivent prendre le virage du numérique, profiter de l'envie des citoyens de démarches plus horizontales, et passer l'épreuve par la preuve... Depuis plus d'un siècle, associations, mutuelles, coopératives et fondations apportent en effet des réponses concrètes au désir d'une «économie plus juste».

Face aux nouvelles pratiques, des théories économiques anciennes, telles que les «communs» ré-émergent. Benjamin Coriat milite pour faire (re)connaître la pertinence de ce modèle, issu des usages de droits «communaux» ancestraux (garantissant l'accès à l'eau, aux pâturages, aux moulins à grains pour les communautés villageoises...). Ce modèle est porteur d'un espoir fort de transformation sociale à partir d'institutions ou d'entreprises proposant des ressources en accès ouvert, dont Wikipedia est un bon exemple. Les «commoners» inventent des formes nouvelles de partage et de distribution des attributs de ce droit (sous la forme de droits d'accès, d'usage, de prélèvement ...), à contre-courant de la

Le modèle des communs est porteur d'un espoir fort de transformation sociale.

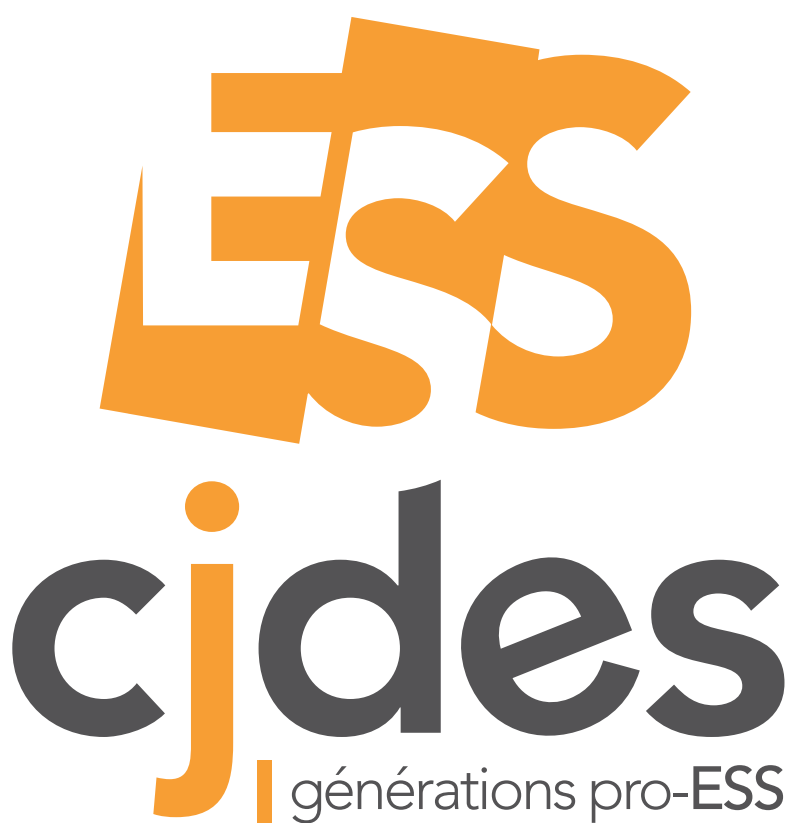


tendance actuelle de «privatiser» des biens «collectifs» tels que le vivant, les semences, les savoirs traditionnels...

Le CJDES, a proposé une soirée tournée vers l'avenir, militant pour une action forte de la part de l'ESS, jeune et moins jeune, pour apporter des réponses concrètes et visibles aux défis citoyens, économiques et sociétaux actuels.







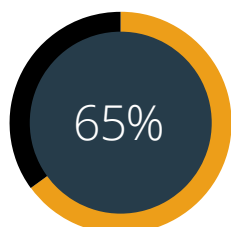
**Une nouvelle
identité visuelle**
*pour un projet associatif
réactualisé*

A l'occasion de la dernière assemblée générale, le CJDES avait mis à jour son projet associatif et changé par la même ses statuts.

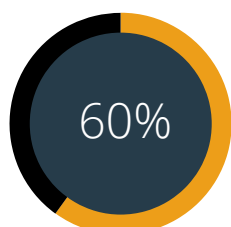
Dans la continuité de ce processus, 2015 a vu naître une nouvelle identité graphique pour le CJDES. Le changement de logo et de charte graphique est un événement pour l'association.

Pour ce faire, nous avons entamé une démarche participative en direction de nos adhérents afin de recueillir leur avis sur l'association et son identité. Une première version a été présentée en conseil d'administration en septembre puis adoptée en fin d'année.

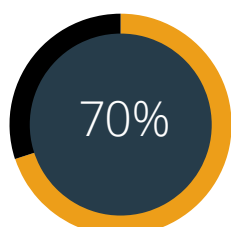
Cette nouvelle identité visuelle correspond mieux à l'identité actuelle de l'association : plus jeune, plus ouverte à tous les acteurs de l'ESS.



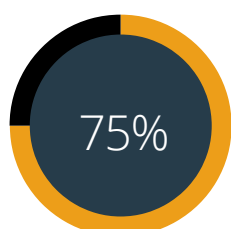
des adhérents interrogés pensent que le CJDES incarne un mouvement en faveur de l'ESS mais devrait renforcer son implantation en direction des jeunes



des adhérents interrogés pense que l'association doit s'adresser aux acteurs de l'économie sociale et solidaire plutôt qu'aux seuls dirigeants



des adhérents interrogés pensent que le renforcement du réseau passe avant tout par une augmentation du nombre d'adhérent



des adhérents interrogés veulent que le CJDES incarne une vision politique de l'ESS et renforce ses actions de prises de positions dans l'espace public

De nouvelles déclinaisons visuelles *pour les activités*

slow
apero



le cjdes
passe à la
marmite



club/



l'ess sans
langue de
bois



Carte de vœux 2015



1985-2015: 30 ans d'engagement pour la promotion de l'économie sociale et solidaire

cjdes | générations pro-ESS {
• s'adapte pour continuer de rassembler et d'organiser le débat au sein de l'ESS !
• s'engage pour les générations pro-ESS !
• demeure à vos côtés !

A collage of various logos and icons associated with the organization. It includes 'slow apero' with a glass icon, 'le cjdes passe à la marmite' with a group of people icon, 'l'ess sans langue de bois' with a speech bubble icon, and 'club/' with a group of people icon. Each item includes the 'ESS cjdes' logo.

ESS
cjdes | générations pro-ESS

Des nouveaux outils web *pour renforcer le réseau*

A l'instar du projet engagé par une équipe renouvelée du CJDES, ce nouveau site internet a vocation à vous appuyer dans votre engagement au sein de l'économie sociale. Parce que nous sommes des générations pro-ESS, nous avons besoin d'outils pour échanger, construire ensemble, s'informer et s'engager plus avant. Soucieux de vous accompagner, le CJDES vous les propose désormais en ligne !

15

actualités
partagées
par semaine

Actualités de l'ESS

Construire une veille collaborative

Le site permet à l'ensemble des utilisateurs de partager une actualité de l'économie sociale, de la commenter, de réagir, de créer les conditions d'une réflexion collective autour d'un enjeu.

20

rencontres
partagées
par semaine

Agenda de l'ESS

Donner de la visibilité à tous

Un agenda des débats, formations, rencontres organisées au sein de l'ESS. Cet agenda est ouvert/interactif, vous pouvez y déposer vos dates pour les partager avec tou.te.s !

5

emplois
partagés
par semaine

Emploi dans l'ESS

Faciliter la mobilité professionnelle

Alors que des emplois sont créés chaque jour dans l'ess, de nombreuses offres ne trouvent pas leur public car diffusées dans un réseau proche. Sur le site du CJDES, chacun peut, petite ou grande structure, acteur de l'ESS ou dirigeant, partager une offre d'emploi facilement.

AGENDA

Type Secteur Famille



6 AVRIL 2016 - PEUT-ON VIVRE ENSEMBLE SANS FAIRE ENSEMBLE ?

Agenda

Créer une date

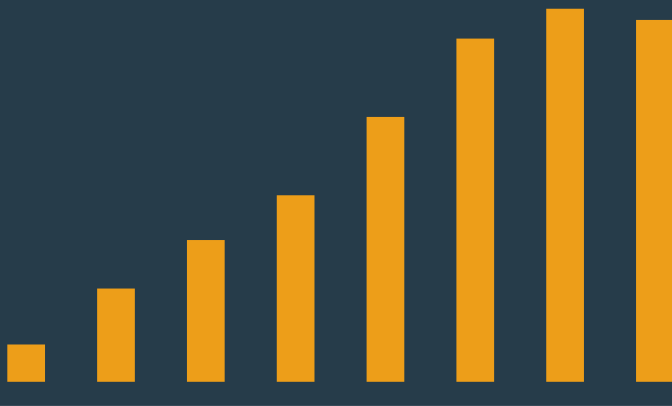
PARTAGEZ CETTE PAGE

f t G+

- PEUT-ON VIVRE ENSEMBLE 06.04.16
- UNIVERSITÉ DE LA FONDA 07.04.16
- CLUB GOUVERNANCE 07.04.16
- ESS SANS LANGUE DE BOIS 14.04.16
- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE 27.04.16

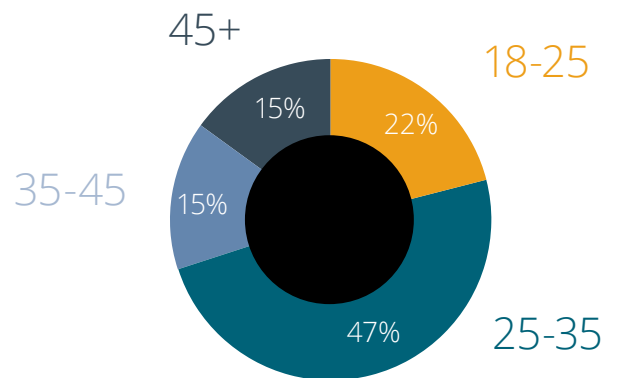
Une nette amélioration de la fréquentation

Mars 2016 - Lancement	-	49
Avril 2016	+530.00%	252
Mai 2016	+58.00%	398

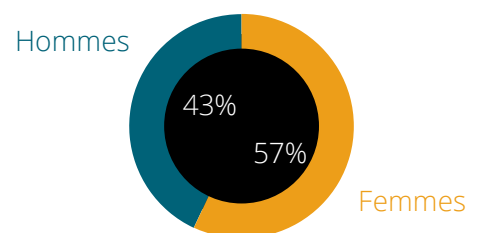


Données extraites de l'outil de monitoring Google Analytics concernant des moyennes par semaines de visiteurs uniques

Répartition des utilisateurs par âge



Répartition des utilisateurs du site par sexe



02

ACTIVITÉS ANNUELLES



18	Slow apéro
20	ESS sans langue de bois
24	Clubs professionnels
28	Passe à la marmite
33	Sensibilisation à l'ESS
34	Engagement international



Slow apéro
*Le rendez-vous
networking
de l'ESS*





Depuis la création de ce projet, le Slow Apéro rencontre un succès auprès des acteurs de l'ESS. Le Slow Apéro est l'afterwork networking de l'ESS. Regroupant des acteurs, des dirigeants, des jeunes étudiants autour d'un verre, ce temps convivial permet aux acteurs d'échanger sur l'actualité, de se rencontrer.

Fidèle à ses valeurs, cet événement du CJDES permet à tous de participer, quelque soit son origine professionnelle dans l'ESS : association, mutuelle, coopérative !

50+

C'est le nombre de participant à chaque édition

l'ess sans langue de bois



ESS sans langue de bois

les conférences-dé- bats impertinentes

Après “nos dirigeants sont-ils encore militants ?”, le cycle 2015-2016 des conférences du CJDES a mis à l’honneur la place de la parité dans l’ESS et le rôle de la mutualité française dans les années à venir

Le CJDES s’est doté d’un rôle important au sein de l’Economie sociale et solidaire, celui d’être exigeant vis-à-vis de l’ESS pour lui permettre de garder sa cohérence vis-à-vis des valeurs portées, pour s’inscrire dans une dynamique de transformation de la société. C’est pour cette raison que le 24 septembre 2015, le CJDES a organisé une conférence « ESS sans langue de bois » sur l’égalité femmes-hommes dans l’ESS, en présence de Patricia L’EXCELLENT, Déléguée Générale de la CGScop (Confédération générale des SCOP), Anne-Cécile MAILFERT, du collectif « Osez le Féminisme » et de Scarlett Wilson-Courvoisier et Elisa Braley, représentantes du collectif FemmESS.

La table ronde a permis de revenir sur un certain nombre d’idées reçues, notamment sur le fait que l’égalité femmes-hommes serait davantage respectée au sein de l’ESS que dans le privé lucratif. En effet, on peut noter que 64,6% des salariés dans l’ESS sont des femmes, cela est encore plus saillant au sein des mutuelles et des associations, respectivement 67,9% et 65,5%, que dans les coopératives.

Pour autant, seulement 27% sur les 54% de salariées cadres occupent des fonctions de direction et seulement un tiers des mandats de président sont occupés par des femmes. Au-delà de cela, l’écart des salaires peut aller jusqu’à 41,40% entre un homme et une femme pour le même poste, dans l’ESS. Ainsi le constat parle de lui-même, l’ESS n’est pas à la pointe sur l’égalité femmes-hommes, même loin de là, mais finalement le pire est cette impression d’un sujet tabou.

En effet, ce sujet reste relativement

peu soulevé, sans doute pour ne pas mettre en exergue une incohérence de l'ESS entre ses valeurs et ses pratiques.

La deuxième partie de la conférence a permis d'identifier des leviers et des moyens d'agir concernant cet enjeu de l'égalité femmes-hommes dans l'ESS. Plusieurs pistes ont été soulevées par nos intervenantes, d'une part la question du renouvellement des instances, qui passe notamment par les rendre plus accessibles, par le biais de formation notamment.



seulement 27% sur les 54% de salariées cadres occupent des fonctions de direction et seulement un tiers des mandats de président sont occupés par des femmes

L'exemple des systèmes de « marrainage » a été présenté, d'autres programmes similaires existent, bien que trop rarement encore au sein des structures de l'ESS. Le renouvellement peut aussi passer par la parité, en l'imposant au sein des instances de l'ESS, tout comme il y a des mesures prises concernant la parité au sein des Conseils d'Administration des sociétés anonymes.

Enfin, toute la question réside dans la cohérence entre les principes et les



pratiques de l'ESS sur cette question. Cela peut notamment passer par renforcer les événements sur ce sujet pour mettre en lumière ces inégalités, et ainsi faire comprendre que l'ESS est encore largement perfectible pour répondre pleinement aux valeurs qu'elle porte.

C'est notamment l'un des objectifs que se fixe le CJDES, celui de questionner sans cesse l'ESS sur cette cohérence et d'être exigeant sur la bonne mise en pratique des valeurs portées.

Interpellation de M. Thierry Beaudet candidat à la présidence de la Mutualité Française



Un militant de l'éducation populaire, guidé par un désir de « mieux vivre ensemble »

Thierry Beaudet a d'abord évoqué son parcours engagé et son parcours mutualiste, qu'il qualifie lui-même de « 100% MGEN », guidé par l'envie de construire un « mieux vivre ensemble », véritable fil rouge de son engagement. Instituteur engagé dans les mouvements d'éducation populaire, il a d'abord milité au sein des Œuvres laïques de l'Orne, puis a naturellement rejoint la section MGEN du Calvados en 1998. En 2003, il est élu au Conseil d'administration MGEN puis devient président en 2009. Depuis mai 2011, il préside également l'Union mutualiste de groupe ISTYA.

Pour la promotion des mutuelles et la forme d'entreprendre mutualiste

Soulignant l'amitié et l'estime qui le lie à Etienne Caniard, et précisant que ce dernier n'a pas souhaité se représenter à la présidence de la Mutualité Française, Thierry Beaudet s'est porté candidat par attachement au mouvement et aux valeurs mutualistes. Le candidat Beaudet souhaite promouvoir l'intérêt des mutuelles et leur modèle d'entreprendre. Ancré dans la réalité d'un groupe mutualiste, aux prises avec ses défis quotidiens, tels que les négociations avec les autorités de contrôle et les pouvoirs publics, il entend d'autant mieux contribuer à ce dessein en demeurant président de mutuelle, pour rester «

Pour Thierry BEAUDET le mouvement social mutualiste doit servir le "mieux vivre ensemble"

Le 14 avril 2016, Thierry Beaudet, Président de la MGEN et unique candidat déclaré à ce jour à la présidence de la Mutualité Française, a répondu à nos questions « sans langue de bois ».

Lors de cette rencontre, nous avons pu échanger librement avec le candidat sur son ambition pour la fédération des mutuelles santé, évoquant des sujets d'actualité et d'avenir.

connecté aux réalités quotidiennes des mutuelles ». Il a conscience que sa « candidature ne recueille pas un assentiment très fort » principalement pour cette raison, mais il voit un réel atout à rester dirigeant tout en construisant le renouveau du mouvement social qu'est la mutualité.

Les mutuelles doivent renouer avec la notion de bien commun

Pour lui, « cette vieille dame, en pleine résonance avec les aspirations de la société » doit se démarquer des autres secteurs. Si Axa ou d'autres entreprises lucratives du secteur sont de « bons assureurs », il considère que l'engagement des mutuelles doit servir le « lien social républicain », agir pour le

L'ARGUS de l'assurance.com

TOUTE L'INFO DIGEST APPELS D'OFFRES & VELLE JURIDIQUE NOS ÉVÉNEMENTS NOS FORMATIONS EMPLOI & CARRIÈRES

ESPACE ABONNÉ
Mon compte Newsletter Archives Contact


Actualités > **Mutuelles**

Thierry Beaudet (MGEN) : «Attention à l'auto-enfermement des mutuelles sur la santé»

Par Geneviève Fressat - Publié le 12 avril 2018 à 10h 57

Étienne Carliard, Thierry Beaudet, FNMF, Fédération nationale de la Mutualité Française (FNMF), Mutualité

Le président de la MGEN est, pour l'heure, l'unique candidat déclaré à la succession d'Étienne Carliard à la tête de la Mutualité Française – et commence à dévoiler ses ambitions pour la FNMF.



«J'ai conscience que ma candidature ne rassemble pas un assentiment très large – Le président de la **MGEN** **Thierry Beaudet** l'assume : il aurait préféré qu'Étienne Carliard laisse un second mandat à la tête de la **Mutualité Française**. Il comprend que sa candidature de président de la MGEN, à laquelle il n'intend pas renoncer en cas d'élection en juin prochain, laisse certaines ardeurs.

L'actuel vice-président de la FNMF est toutefois, pour l'heure, **l'unique candidat déclaré à la succession de Carliard président** – les autres candidats éventuels ont jusqu'à fin mai pour se faire connaître. Ce contexte aide, M. Beaudet dévoile petit à petit ses ambitions pour la mutualité, comme devant les jeunes acteurs de l'ESS **durant le 14 avril dernier**, à l'invitation du **CJDES** (Centre des jeunes, dirigeants et acteurs de l'économie sociale).

AU-DELÀ DE LA SANTÉ

«La mutualité est en pleine résonance avec ce à quoi aspire actuellement la société», observe le candidat à la tête de la FNMF qui, se plaçant dans la droite lignée du mandat actuel de M. Carliard, a bien l'intention

L'actuel président de la MGEN Thierry Beaudet est, pour l'heure, l'unique candidat à la présidence de la FNMF. MGEN/Thierry Beaudet

« bien commun ». Dans un contexte de concurrence exacerbée et d'intégration des directives européennes assurantielles, Thierry Beaudet s'interroge sur « les moyens de protéger la solidarité », sur l'opportunité d'imaginer de nouvelles formes de mutualité, sur l'intérêt de faire œuvre commune avec d'autres acteurs qui contribuent à l'amélioration du vivre ensemble, au «faire société». Les sujets sociétaux ne doivent pas être accaparés par des «experts». La Mutualité doit susciter, porter le débat public et entrer en dialogue avec acteurs de la société civile, les associations ou encore les organisations syndicales.

Un mouvement mutualiste au cœur des débats d'actualité

« Les mutuelles sont des assureurs paradoxaux » explique-t-il, puisqu'elles s'inquiètent du recul du financement public de la santé, là où d'autres acteurs identifient de potentielles parts de marché. C'est pour cela

qu'elles doivent davantage peser dans les débats d'actualité et trouver les moyens de mieux se faire entendre. Elles ne doivent pas s'enfermer dans l'activité assurantielle. La Mutualité est avant tout un modèle d'entreprendre, un mouvement qui vise à « contribuer à une société plus juste, plus solidaire et plus humaine ».

#tbeaudet le mot de la fin : "Je suis un militant mutualiste du vivre-ensemble. Rassembler c'est le rôle du mutualiste"

C'est déjà le sens des actions initiées par la Mutualité Française mais « il est possible d'aller encore plus loin » précise-t-il. Rien n'empêcherait, selon lui, que les mutuelles répondent aux besoins de garde d'enfants ou de logement. Elles doivent s'autoriser à contribuer au débat sur la bioéthique, la fin de vie ou le transhumanisme. « Nous sommes engagés, nous faisons mouvement » scande-t-il.

A nos questions sur la place des femmes au sein des mutuelles ainsi

que des jeunes, Thierry Beaudet nous a apporté une réponse pragmatique. La parité est un vrai sujet de société selon lui et il faut également permettre de recréer du lien entre la jeunesse et les « organisations institutionnalisées que sont les mutuelles ». Il considère également que les mutuelles étudiantes ont un « rôle essentiel à jouer » et que des bonnes pratiques comme le comité jeunes de la Mutuelle nationale territoriale doivent prendre de l'ampleur. Il salue également le travail effectué au sein de la coopérative québécoise Desjardins avec du tutorat et des postes d'administrateurs stagiaires.

Aux jeunes, les mutuelles doivent être capables de faire passer un message renouvelé qui ne porte plus à croire que l'engagement mutualiste est « l'affaire de toute une vie ». Les mutuelles doivent également trouver les moyens de prendre en compte les nouvelles modalités selon lesquelles les jeunes souhaitent s'impliquer et mieux comprendre l'attrait de ces derniers pour l'économie collaborative, pour des relations horizontales. Il rappelle d'ailleurs, à juste titre, que les mutuelles d'assurances s'appelaient à l'origine les « mutuelles sans intermédiaire ». « Si statut n'est pas vertu », propos que Thierry Beaudet emprunte bien volontiers à Benoît Hamon, ancien ministre en charge de l'ESS et initiateur de la loi relative à l'ESS, il aime rappeler que certaines pratiques de l'ESS sont bien plus anciennes et innovantes que ce que propose l'économie collaborative aujourd'hui. Il souligne d'ailleurs au passage la grande difficulté des mutuelles et de l'ESS à bien « faire connaître » ce qu'elles font.



Les clubs professionnels *#Gouvernance*

Dans le cadre de sa mission pour faciliter les échanges entre acteurs de l'économie sociale et solidaire, le CJDES a créé, en partenariat avec la MACIF, son Club Gouvernance, constitué de salariés, de militants et d'élus concernés par les questions de gouvernance, pour échanger sur les enjeux, réflexions et bonnes pratiques susceptibles d'être partagées dans ce domaine au sein de l'économie sociale et solidaire.

40+

Acteurs et experts
mobilisés

Les clubs du CJDES sont constitués d'acteurs de l'ESS pour échanger sur leur métier : quelles différences y a-t-il à le pratiquer dans une structure de l'ESS ? Quels sont les enjeux pour les organisations ? Pour y répondre, les clubs mobilisent :

- des experts,
- des chercheurs,
- et surtout des professionnels



RSE, gouvernance et demain numérique ?

Le CJDES permet à chaque salarié, élu ou militant de l'ESS d'aller à la rencontre de ses pairs de toute l'ESS sur les sujets qui sont les siens au quotidien. Chaque club offre un cadre d'échange de bonnes pratiques toujours en toute convivialité.

Le Club Gouvernance s'est réuni à 6 reprises en 2015, avec une participation moyenne de 7-8 participants. Un rapport annuel a été constitué à partir des comptes rendus des échanges qui se sont tenus lors des réunions, autour de 5 axes de réflexion :

- La mobilisation des adhérents/sociétaires
- L'animation du réseau militant
- Le rôle des administrateurs
- Le renouvellement des instances
- L'évaluation de la gouvernance

Les échanges ont permis de dégager les idées et forces suivantes :

1. L'ensemble des compétences des militants/bénévoles et des motivations pour s'engager doivent trouver un débouché dans les organisations de l'ESS.

Les militants peuvent jouer de multiples rôles à tous les échelons (y compris au CA). Leurs motivations sont diverses : certains souhaitent être au contact des adhérents/sociétaires, les écouter ou les accompagner, faire partie d'un réseau d'entraide de proximité. D'autres proposent de mettre à profit occasionnellement leurs compétences spécifiques ou leur réseau acquis dans leur vie professionnelle.

Au sein des « bénévoles de gouvernance » comme des « bénévoles de production », des typologies plus fines peuvent être établies, en fonction, par exemple, de la durée de l'engagement (sur un projet de quelques mois ou sur un mandat nécessitant un investissement régulier dans la durée).

Alors que l'on déplore régulièrement une montée de l'individualisme s'accompagnant d'un recul de l'engagement et d'un repli sur la sphère privée, qui expliquerait la difficulté à mobiliser lors des élections et à trouver des jeunes candidats, une observation attentive de notre société peut conduire à nuancer cette vision pessimiste : la société française est « une ruche d'initiatives »¹ et il y a toujours autant de bénévoles.

En outre, les événements qu'a connus la France en janvier et novembre 2015 ont donné un coup de fouet à l'engagement citoyen, comme en atteste l'afflux de candidats pour rejoindre la réserve. Ce sont donc davantage les formes d'engagement qui ont évoluées ... et les organisations de l'ESS n'ont peut-être pas toujours été en mesure de proposer des formes d'engagement plus souples et répondant mieux aux attentes des militants potentiels.

2. Une gouvernance fonctionne d'autant mieux qu'elle fonctionne en dehors des instances.

Dans le secteur bancaire et assurantiel principalement, les évolutions législatives et réglementaires en matière de gouvernance ont eu tendance à focaliser l'attention sur le fonctionnement du CA entendu comme instance de contrôle et sur la clarification (séparation) des responsabilités entre le « politique » et « l'opérationnel ».

Toutefois, l'objectif dans l'ESS doit aussi être de s'assurer de la pleine implication des représentants élus dans la vie de l'organisation, alors que le cadre formel

du CA est davantage propice à avaliser des dossiers préparés par des opérationnels. D'où l'importance d'un CA qui fonctionne bien « hors les murs » de l'instance proprement dite (mais « dans les murs » de l'organisation).

Pour cela, mettre en place des groupes de travail ad hoc mêlant administrateurs et salariés pour mener des réflexions collectives informelles et participatives, associer d'une

Les entreprises de l'ESS doivent favoriser l'expression de toutes les formes de militantisme.

façon générale les administrateurs sur certains dossiers stratégiques en amont et en aval de la prise de décision, leur confier des missions spécifiques pour accroître leur implication individuelle et leur participation à la construction des réponses de l'organisation aux défis posés par son environnement sont autant de bonnes pratiques identifiées. Le rôle du CA comme instance qui porte le projet politique n'en sera que favorisé.

3. Si la « bonne gouvernance » doit se penser en dehors de la seule instance du CA, elle doit aussi se préparer en amont de cette instance et aux échelons inférieurs de la « pyramide ».

Une gouvernance en phase avec les attentes des adhérents/sociétaires nécessite ainsi des dispositifs

¹ Viviane Tchernonog et Hugues Sibille, Les nouveaux défis à surmonter des associations, Le Monde, 19 octobre 2015

(suite de la page 25)

pour favoriser les contacts et les remontées d'information du terrain. Dans cette optique, le rôle des militants de terrain prend tout son sens. À condition pour ceux-ci d'être « animés » en dehors des AG.

Parmi ces militants de terrain pourront être suscitées des vocations d'administrateurs dans le cadre d'un véritable parcours d'engagement. C'est la raison pour laquelle il faudra à cet échelon déjà s'assurer du rajeunissement et de la féminisation - notamment par des dispositifs auto-contraignants - et préparer les futurs administrateurs avec un dispositif de formation, voire de parrainage quand ils prendront leur fonction.

Enfin, le Club Gouvernance s'est intéressé aux modalités d'évaluation de la gouvernance. Une gouvernance qui, dans l'ESS, doit forcément être évaluée à l'aune du projet collectif et politique de l'organisation, et donc ne saurait être sous-traitée entièrement à un regard d'expert extérieur.

Le guide d'amélioration continue des bonnes pratiques pourra être un support de la vie démocratique des entreprises.

En 2016, le CJDES inaugure un nouveau cycle d'échanges de 6 séances autour d'un ou plusieurs experts de la gouvernance coopérative, mutualiste ou associative. Il s'agira de confronter leur vision des problématiques de gouvernance des entreprises de l'ESS aux réflexions menées en 2015 au sein du Club Gouvernance du CJDES.

La première réunion s'est tenue le 7 avril autour d'Emmanuel Verny (Délégué général d'ESS France, la Chambre française de l'économie sociale et solidaire) et de Gérard Leseul, qui pilote au sein du Conseil supérieur de l'ESS (CSESS) les travaux de rédaction du guide définissant les conditions d'amélioration continue des bonnes pratiques des entreprises de l'ESS. Elle a porté sur ce guide.

Emmanuel Verny est revenu sur les étapes ayant mené, depuis l'idée de "label" permettant de « faire le tri entre "le bon grain et l'ivraie", d'éviter l'abus du recours à l'appellation "économie sociale et solidaire" » proposée par Francis Vercamer, au "guide", en passant par la proposition de "charte" ou celle de "déclaration de principe". Proposé par le CEGES et adopté par l'Assemblée nationale, le "guide" vise à valoriser une logique de progrès, en utilisant les possibilités du "droit souple". In fine, il s'agit d'un pari sur la responsabilité des acteurs de l'ESS.

Gérard Leseul a évoqué les caractéristiques de ce support de la vie démocratique des entreprises de l'ESS, dont la majorité d'entre elles devront s'emparer. Il a fait part de son souhait de promouvoir l'approche des "regards croisés" (entre parties prenantes) dans l'utilisation du guide, afin de consolider le diagnostic (dépasser la simple approche déclarative) mais aussi d'impulser une dynamique partagée. Une approche caractéristique du Bilan Sociétal créé il y a une vingtaine d'années par le CJDES.

Après son adoption par le CSESS prévue dans quelques semaines, Gérard Leseul défend l'idée d'une phase d'expérimentation du "guide" pendant plusieurs mois suivant sa pub-



Les clubs professionnels

#RSE

lication, une phase de test à laquelle le CJDES est invité à prendre part.

Cette première réunion du cycle 2016, qui a été l'occasion d'échanges sur les concepts de "démocratie horizontale", ou encore de "gouvernance émancipatrice", sera suivie de 4 ou 5 autres réunions ouvertes à tous.

Le premier club RSE s'est tenu le 19 juin 2014. Deux autres se sont tenus dans les mois suivants et ont permis d'échanger en petit groupe de pairs sur des problématiques telles que « comment embarquer la fonction financière ? » ou « appliquer la politique RSE à son réseau ».

Après une interruption pendant un an, un club s'est réuni autour de 6 participants le 20 avril 2016. Les participants ont partagé leur expérience, leur diagnostic en matière de RSE dans l'ESS, et évoqué le projet de guide définissant les conditions d'amélioration continue des bonnes pratiques des entreprises de l'ESS, considéré comme une bonne base pour établir un autodiagnostic.

Plusieurs observations ont été faites sur le guide :

- quelques sujets qui devraient concerner les entreprises de l'ESS sont assez peu développés dans le guide (politique d'achat ou de placement, environnement) ;
- le terme de RSE n'est d'ailleurs jamais mentionné. La question reste posée de la volonté et de la pertinence pour les entreprises de l'ESS de parler de RSE. Si le terme passe mal, pourquoi ne pas en utiliser un autre ? A contrario, celui-ci permet de parler un langage commun ;
- des sujets qui ne figurent pas encore dans les canons de la RSE pourraient utilement y faire leur entrée via ce

guide. Ex : contribution fiscale au territoire (dans le contexte actuel de projecteurs braqués sur les questions d'évasion et d'optimisation fiscale).

Suite aux constats partagés lors de cette réunion, le club RSE du CJDES pourrait s'attacher à aborder prochainement :

- la proposition d'une prise de position « politique » sur les entreprises de l'ESS et la RSE soulignant leur rôle, leur utilité ;
- les enjeux RSE/RH au sein des entreprises de l'ESS ;
- les pratiques de communication innovantes pour amener les entreprises de l'ESS à parler de RSE ;
- le lien à établir entre le guide des bonnes pratiques de l'ESS et les politiques de RSE ;
- la nécessité de faire de la RSE des entreprises de l'ESS un vrai sujet citoyen qui embarque les adhérents/sociétaires/coopérateurs/clients de ces structures et non un sujet d'experts.

Le CJDES passe à la marmite *dîner-débat*

Début 2015, le CJDES a lancé un nouveau concept réservé exclusivement aux adhérents pour échanger sur une problématique ESS et collectivement améliorer son expertise sur certaines activités du secteur, tout en partageant un moment convivial. Il s'agit de dîners-débats organisés sur un format intimiste autour d'intervenants experts.

8 juin 2015 - Accorderies, barter, c'est quoi ce schmilblick ?

Le CJDES passe à la marmite autour de Samuel Cohen (co-fondateur de France Barter), Joël Grosjean (administrateur en charge de l'ESS à la MACIF), Lise Wittersheim (salariée de l'Accorderie du 14ème arrondissement) et Myriam Van Haaren (accordeusedanscette même accorderie) a rassemblé une huitaine d'adhérents.

Les échanges ont permis de découvrir le principe et la réalité des Accorderies, un système d'échange de services solidaires né au Québec et importé en France par la Fondation MACIF. Les Accorderies se distinguent des systèmes d'échanges locaux car elles reposent

sur un système de crédit de temps : travaux de couture, bricolage, babysitting, aide au déménagement... quel que soit le service échangé, une heure rendue égale une heure reçue.

Créée en 2014, la société coopérative d'intérêt collectif France Barter a elle aussi été inspirée par des pratiques venues d'Amérique du nord (des Etats-Unis en l'occurrence). Le "barter" est un système d'échange inter-entreprises qui permet à des entreprises de financer certaines dépenses ou projets d'achats directement en échange de leur production sans sortie

de trésorerie. La plateforme d'échange France Barter centralise et sécurise les transactions d'échanges de biens et services via une plateforme web.

Elle s'appuie à cet effet sur un outil de financement alternatif : le Bart€r Euros permettant aux membres de vendre et d'acheter sur un réseau collaboratif. Là encore, il s'agit donc d'un système d'échange spécifique, mais entre entreprises, et non entre particuliers.

Ces deux exemples illustrent un croisement fécond entre ESS et économie dite "collaborative".

le cjdes
passe à la
marmite



3 novembre 2015 - Communs, “Love your waste”

Autour de Benjamin Coriat (professeur d'économie à l'université Paris 13, membre du CA du collectif des Économistes Atterrés et directeur de l'ouvrage La logique des communs : La crise de l'idéologie propriétaire) et Jérôme Perrin (Président de Love your waste), cette 3ème édition des CJDES passe à la marmite principalement portée sur la notion de communs, qui se définissent, selon Benjamin Coriat, à travers 3 caractéristiques indissociables :

- une ressource mise en commun et partagée ;
- un mode d'accès à la ressource, et des règles de partage de la ressource ou des bénéfices qui en sont tirés ;

- un mode de gouvernance de la ressource, qui a pour fonction d'assurer le respect des droits et obligations des “commoners” comme des “outsiders” (personnes n'ayant, a priori, pas de droits sur la ressource).

Après un rappel historique, Benjamin Coriat est revenu sur le renouveau des travaux et réflexions sur les communs, un modèle qui remet en question la vision libérale de la propriété comme droit exclusif permettant d'user, de jouir et de disposer d'une chose.

Jérôme Perrin a présenté “Love your waste” : cette entreprise a pour objet de créer un nouveau circuit de production et de distribution d'énergie renouvelable à partir de biodéchets

(déchets organiques/biodégradables). À cet effet, elle propose la valorisation des déchets organiques alimentaires issus du secteur de la restauration collective en énergie par un processus de transformation appelé “méthanisation”. Cette méthanisation des biodéchets permet la création de biométhane (et également la production d'engrais pour l'agriculture), qui est redistribué dans le réseau de gaz de ville. Solution d'économie circulaire qui relie la ville et la campagne, “Love your waste” se veut aussi un acteur engagé en faveur de l'économie solidaire (la collecte spécifique est assurée par une entreprise de réinsertion de chômeurs de très longue durée). Jérôme Perrin a également tenté d'expliquer en quoi les déchets pouvaient être considérés comme un commun.

Le dîner a été l'occasion de débattre des recoupements entre ESS et communs (par certains aspects, une mutuelle, par exemple, peut s'appréhender comme un commun), des perspectives communes entre ces modèles et du potentiel de développement pour les communs à l'intersection de l'ESS et de l'économie dite “collaborative”.



Passé à la marmite du 8 juin 2015 - Accorderie
& France Barter, c'est quoi ce schmilblick ?

22 mars 2016 - AMAP, villes en Transition : les initiatives citoyennes pour relocaliser l'économie

Aurélia et Christophe Opoix (paysans AMAP en Seine-et-Marne), Evelyne Boulongne (Présidente de l'AMAP Blomet Grands Prés et administratrice du Réseau AMAP Ile-de-France) et Corinne Coughanowr (amapienne et initiatrice de Paris 15 en transition) ont échangé avec quatre adhérents du CJDES autour de ces nouvelles formes d'initiatives citoyennes que représentent les AMAP et le mouvement des villes en Transition.

Une Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) est un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs réunis en association et un/une paysan(e) débouchant sur un partage de récolte régulier (hebdomadaire ou bimensuel) composée des produits de la ferme. "Amapiens" et "paysans AMAP" sont liés par un contrat solidaire, basé sur un engagement financier des "Amapiens", qui paient à l'avance la totalité de leur consommation sur une période définie. Les "Amapiens" contribuent bénévolement au fonctionnement de l'AMAP (ils organisent notamment les distributions de légumes et peuvent

être amenés, à l'occasion d'"ateliers à la ferme", à apporter une contribution bénévole ponctuelle sur l'exploitation).

Ce modèle diffère donc sensiblement de celui de la "Ruche qui dit Oui", plus "commercial". Les AMAP sont apparues en France au début des années 2000. Elles s'inscrivent dans un mouvement international regroupant plusieurs modèles de circuits courts agricoles de partenariat entre producteurs et consommateurs ("community-supported agriculture"), qui trouvent son origine dans les années 1970 au Japon.

Aux termes de la Charte des AMAP, qui a été évoquée lors du dîner, elles ont pour objectifs :

- de maintenir et de développer une agriculture locale, économiquement viable, socialement équitable et écologiquement soutenable, à faible impact environnemental, créatrice d'activité économique et d'emploi, de lien social et de dynamique territoriale,
- de promouvoir un rapport responsable et citoyen à l'alimentation,
- de faire vivre une économie

Le CJDES se donne pour objectif de favoriser l'interconnaissance entre ces "nouveaux venus" dans l'ESS et les acteurs plus traditionnels.

sociale et solidaire, équitable et de proximité,

- de contribuer à une souveraineté alimentaire favorisant celle des paysan-ne-s du monde dans un esprit de solidarité.

Corinne Coughanowr a présenté le mouvement des villes en Transition ("Transition Network"), né dans une petite ville du Royaume-Uni en 2006 et sur lequel s'est notamment penché le film Demain.

Il s'agit d'inciter les citoyens d'un village, d'une petite ville ou d'un quartier à prendre conscience, d'une part, des profondes conséquences que vont avoir sur nos vies la convergence du pic du pétrole et du changement du climat et, d'autre part, de la nécessité de mettre en place des solutions concrètes pour :

- réduire la dépendance aux énergies fossiles ;
- renforcer la résilience des territoires, leur capacité à absorber les chocs à venir, par une relocalisation de l'économie (en tant que circuits courts, les AMAP ont ainsi toute leur place dans la palette de solutions mises en œuvre dans les villes en transition) ;



Passé à la marmite du 3 novembre 2015

- Communs, "Love your waste"

- renforcer les solidarités et la coopération entre les citoyens ;
- acquérir des compétences nécessaires au renforcement de notre autonomie.

Il appartient aux groupes locaux de Transition de définir, dans un cadre délibératif et en fonction du contexte local, des actions concrètes à mettre en place (jardins partagés, monnaie locale, recyclerie ...).

Le dîner a permis aux participants de mieux connaître ces formes nouvelles d'économie citoyenne qui relèvent pleinement de l'ESS, et aux intervenants de mieux cerner les contours

des formes plus traditionnelles d'ESS. Le CJDES se donne pour objectif de favoriser l'interconnaissance et le rapprochement entre ces différentes formes d'ESS, qui se connaissent pour le moment très peu. Les acteurs historiques de l'ESS ont beaucoup à apprendre de ces initiatives particulièrement dynamiques.

“

16 juillet 2015 - Apéro-débat autour de Catherine Joly “La loi ESS, côté coulisses” avec ParisPolitix¹

À l'occasion de cette soirée, Catherine Joly (directrice adjointe des cabinets successifs de Benoît Hamon, Valérie Fourneyron et Carole Delga) a évoqué successivement son parcours politique et professionnel, puis les coulisses de la loi ESS, qu'elle a suivi de la concertation initiale à la mise en œuvre, en passant par l'élaboration du projet de loi et la discussion parlementaire, achevée en juillet 2014.

Après être revenue sur son parcours militant au MJS et au PS, aux côtés de Benoît Hamon, Catherine Joly a raconté son arrivée dans un « ministère de mission » et la découverte des clivages au sein de l'ESS.

Elle a expliqué que le projet de loi ESS lui avait posé deux principaux défis :

D'une part, construire une relation de confiance avec les services de Bercy, pas encore familiers avec l'ESS, et gagner en légitimité auprès d'eux.

D'autre part, obtenir un consensus des acteurs sur les dispositions transversales du texte, telles que la définition du secteur. Un secteur décrit comme une « auberge espagnole », marqué par la querelle des « anciens » (l'ESS statutaire) et des « modernes » (les entrepreneurs sociaux).

Ce texte a créé du consensus entre les acteurs, donné de la visibilité au secteur, et instauré des outils de consolidation du modèle économique de chaque famille »

”



Catherine Joly a partagé son analyse sur le texte : celui-ci a créé du consensus entre les acteurs, clarifié la place de l'entrepreneuriat social dans l'ESS, donné de la visibilité au secteur (un coup de projecteur bienvenu pour attirer les financeurs), et instauré des outils de consolidation du modèle économique de chaque famille. S'agissant de la définition de l'ESS, elle a considéré qu'elle évitait plusieurs écueils : définir l'ESS par des secteurs d'activité (une conception dont elle a estimé qu'elle avait plutôt cours au sein de la droite), réduire l'ESS à une économie de la réparation (conception qui a cours

au sein des institutions européennes ou dans les pays anglo-saxons).

Enfin, Catherine Joly a fait part de sa conviction que l'ESS ne devait plus être traitée à part dans les politiques publiques. Dès lors, après la phase d'enthousiasme autour de l'ESS à travers un texte dédié, elle a estimé que la prise en compte des spécificités de l'ESS devait devenir un réflexe dans l'ensemble des politiques publiques. Cette nouvelle phase, qualifiée de « banalisation » par notre invitée, implique qu'un ministère spécifique ne soit pas forcément indispensable.

¹ L'association ParisPolitiX rassemble des anciens étudiants du Master 2 professionnel "Travail politique et parlementaire" de l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense.

Sensibilisation à l'ESS

Dans le cadre de ses activités au service des adhérents et des structures partenaires, le CJDES organise des journées de sensibilisation à l'ESS et à ses enjeux.

Animée par un administrateur du CJDES, ces journées permettent de rappeler la définition, les principes et l'histoire de l'ESS. Les réalités contemporaines des grandes familles ainsi que les enjeux de l'ESS (gouvernance démocratique, pratiques managériales, biens communs, ubérisation...) sont ensuite évoqués. L'intérêt et l'originalité de ces journées de sensibilisation tiennent en partie à la capacité du CJDES à mobiliser ses administrateurs ou ses adhérents pour témoigner de la réalité des structures de l'ESS. S'engage ensuite un dialogue riche entre les participants et les intervenants.

En 2015, le CJDES a pu ainsi monter deux modules de sensibilisation afin d'accompagner à Paris et à Tours la MNT et la Mutualité Centre Val-de-Loire dans la formation des élus mutualistes.



Engagement international

EUCLID

Membre fondateur du réseau Euclid, le CJDES a participé à son sommet international les 25 et 26 février 2016, à Zagreb.

Ce sommet a réuni des dirigeants et acteurs de coopératives, d'associations ou d'entreprises à visée sociale, provenant de Croatie, de Slovénie, de Pologne, du Pérou, d'Italie, ou encore d'Espagne. Parmi les participants français on peut noter la présence du Comptoir de l'innovation sociale et de l'Association bordelaise « Osons ici et maintenant ».

Pour le CJDES, Euclide représente l'opportunité d'être en lien avec des organisations qui mènent des projets concrets, aux niveaux national et européen ou qui sont à la recherche de partenaires pour répondre à des projets de la Commission européenne (tels que les « Erasmus d'entrepreneurs »). C'est aussi l'occasion de valoriser l'économie sociale et solidaire, notamment auprès d'acteurs qui se lancent dans la création de coopératives et autres structures innovantes.



Conférence européenne à Luxembourg

Dans le cadre de sa présidence de l'Union Européenne, le Luxembourg a organisé une conférence sur le thème de « Booster les entreprises sociales en Europe » les 3 et 4 décembre 2015 à Luxembourg.

Les débats faisaient la part belle à la RSE et à la finance « à impact social », avec des notions extrêmement floues sur ce qu'était l'ESS... Mais au-delà du contenu et de la forme des débats (uniquement en plénières), ce rassemblement était l'occasion de rencontrer de manière informelle des acteurs œuvrant pour l'ESS au niveau européen comme l'AMICE (pour les mutuelles). Ce sommet s'est conclu par l'adoption d'une déclaration « Feuille de route vers la création d'un écosystème plus complet pour les entreprises de l'économie sociale » signée par 6 ministres de l'ESS européens.



“

Donnez 40 dollars à chacun des membres d'un groupe, et dites-leur que toute somme reversée au groupe sera doublée puis redistribuée. Plus de la moitié des participants joueront le jeu de la coopération.

”

150
Coopérateurs
de 14 pays européens



Youth European Cooperators Network

Dans le processus de création d'un réseau européen des jeunes coopérateurs (Young European Cooperators Network ou YECN), le CJDES a pu apporter un appui important en se proposant pour « héberger » en son sein les activités du réseau alors que celui-ci n'était pas encore constitué. Cet accueil a permis aux jeunes coopérateurs de répondre à des appels à projets européens de manière indépendante des fédérations européennes de coopératives.

Le YECN est désormais constitué et rassemble 150 coopérateurs de 14 pays européens. C'est le CJDES qui

en accueille la branche française. Au-delà de ce soutien concret, ce sont des liens politiques et des partenariats que ce sont créés et qui vont se développer comme lors du Sommet des coopératives de Québec en 2016.

En lien avec ce travail sur les coopératives au niveau européen, le CJDES a participé les 19 et 20 mai 2016 au European Youth Event au parlement européen de Strasbourg. Lors de cet événement plusieurs ateliers font la promotion du modèle coopératif et de l'ESS auprès des jeunes européens. En animant certains de ces ateliers, le CJDES, Coopérative Europe et bien d'autres, participent à la dynamique de création d'une « génération pro ESS » européenne !



Conférence européenne "Booster les entreprises sociale en Europe" du 3 et 4 décembre, à l'occasion de la présidence luxembourgeoise de l'Union

#EYEE European Youth Event

Le CJDES a participé au European Youth Event au parlement européen à Strasbourg en mai 2016. Cet événement a permis de renforcer les liens avec d'autres organisations et jeunes impliqués dans l'ESS au niveau européen

03

INSTANCES, MANDATS, ET AUTRES RENCONTR

RES

38	Instances de l'association
40	Réunions des instances
41	Mandats
42	Autres rencontres



Le bureau du CJDES

Anne Pfersdorff
Présidente

Chargée de mission au secrétariat général de la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT)



Arnaud Lacan
Vice-Président

Professeur de management
chez KEDGE Business School



Flora Hermet
Membre du bureau

Conseillère auprès du président
de la Mutuelle Générale de
l'Education Nationale (MGEN)



Sébastien Chaillou
Vice-Président

Président de la coopérative
Solidarité étudiante



Le CJDES est un espace convivial d'échanges
qui permet de grandir professionnellement tout
en menant des réflexions de fond sur l'ESS



Le conseil d'administration

- Alexandre André
Directeur général de La
Fabrique d'Assurance
- Clément Boudin
Conseiller auprès du Chef de
Cabinet de la Maire de Paris
- Muriel Boudou
Directrice générale de la CRESS
Languedoc-Roussillon
- Baptiste Cambon
Fondateur de Libr'ess
- Fanélie Carrey-Conte
Députée de Paris
- Emmanuel Chansou
Directeur associé au Groupe Vidéal
- Guillaume Chocteau
Délégué Général chez
Ressources Solidaires
- Eve Durquety
Direction nationale Economie
sociale à KPMG
- Chrystel Giraud-Dumaire
Chargée de mission com-
munication à CoopFR
- Bruno Huss
Directeur général chez
Mutuelle de France
- Patrick Jacquot
Président Directeur général
de la Mutuelle des Motards
- Gérard Leseul
Responsable des relations in-
stitutionnelles et de la RSE
chez Crédit Mutuel
- Frédéric Massot
Président Fondateur
d'ASTRAE CONSEIL
- Laurine Prevost
Responsable Relations Institu-
tionnelles et Partenariats chez
Finansol
- Julia Schorestene
Communication Freelance –
Membre de Coopaname
- Nicolas Souveton
Conseiller à la présidence chez
Fédération des Mutuelles de France
- Imad Tabet
Directeur du marché des partic-
uliers chez Crédit Coopératif
- Clotilde Truffaut
Administratrice nationale – MGEN



Anton Camp
Membre du bureau

Conseiller technique au cabinet
de la présidence de la mutuelle
Unéo et amapien au sein de
l'AMAP Blomet Grand Paris



Camille Dorival
Membre du bureau

Présidente-Directrice général
d'Alternatives économiques



Lolita Hubert
Secrétaire Générale

Trésorière de la coopéra-
tive Solidarité étudiante



Pierre Guyon
Trésorier

Expert-Comptable à Peirân
Conseil et syndicaliste

Les réunions *des instances*



11
réunions de
bureau

Depuis la dernière assemblée générale, le conseil d'administration comprend 15 hommes et 11 femmes et le bureau est parfaitement paritaire.



4
conseils
d'administration

2
séminaires

Les séminaires réunissent le conseil d'administration pendant une à deux journées pour aborder les sujets de fond de l'association : positionnement, orientations stratégiques, etc. C'est un temps propice aux échanges approfondis entre administrateurs

Les différents mandats

5

Représentations dans l'ESS



Réunion du conseil supérieur de l'ESS, présidé par Martine Pinville

Conseil supérieur de l'ESS

Anne Pfersdorff

Instance paritaire et renforcée par la loi du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire et le décret du 25 juin 2015, le Conseil est composé de 71 membres dont 9 personnalités qualifiées, 8 représentants des administrations de l'Etat et 2 parlementaires, nommés pour une durée de 3 ans.

Le CJDES y est représenté en tant que membre titulaire. Il s'agit d'une instance de concertation entre les acteurs du secteur et les pouvoirs publics en vue d'assurer un suivi des dispositifs législatifs et règlementaires qui concernent les entreprises de l'ESS et qui formule des préconisations à l'attention des pouvoirs publics pour contribuer au développement de l'ESS.

Au sein du Conseil, Anne PFERSDORFF est également présidente de la

Commission Implication des jeunes et a été désignée pour représenter le Conseil au sein du Conseil supérieur de la coopération.

En 2015-2016, cette commission s'est d'ores et déjà réunie quatre fois et plusieurs séances plénières du Conseil se sont tenues. L'actualité du Conseil est à ce stade principalement tournée vers l'élaboration du guide d'amélioration continue des bonnes pratiques de l'ESS, prévu par la loi ainsi que par une enquête sur l'égalité femmes/hommes dans le secteur. Au sein du Conseil supérieur de la coopération, les membres travaillent actuellement à la mise en œuvre de la révision coopérative nouvelle version, également prévue par la loi Hamon.

Conseil des générations futures (Ville de Paris)

Anton Camp

Le CJDES est représenté au sein du collège « entreprises » du Conseil des Générations Futures (CGF) par Anton Camp. Inaugurée le 23 mars 2016 par la Maire de Paris, cette instance consultative compte 164 membres répartis en 7 collèges représentatifs de la société civile parisienne (entreprises, salariés, associations, services publics, personnalités qualifiées ...). Le CGF pourra être saisi par la Maire, les groupes du Conseil de Paris, une pétition (5000 signatures), par auto-saisine ou par le Médiateur de la Ville. Outre des avis et propositions, il produira chaque année un rapport-bilan de son action et de ses préconisations.

- 23.03 - Séance inaugurale
- 12.04 - Collège "entreprises"
- 30.05 - Commission "jeunes"

(suite de la page 41)



ADOM Anne Pfersdorff

Présidé par Bruno HUSS, également administrateur du CJDES, l'ADOM regroupe l'ensemble des directeurs d'organismes mutualistes de toute la France. Désireux de renforcer les synergies avec les autres réseaux de dirigeants et de jeunes de l'économie sociale et solidaire, le Conseil d'administration de l'ADOM a proposé au CJDES de le rejoindre en tant qu'invité permanent à ses travaux. Anne Pfersdorff y représente donc le CJDES depuis cette année et participe aux temps forts de l'association (vie statutaire et événements de type conférences). L'engagement du CJDES au sein de cet organisation témoigne du souhait réciproque que nous avons d'appuyer les réseaux de personnes déjà en place et de décroisonner les travaux des différentes « familles » de l'ESS.

Crédit Coopératif Olivier Boned

En 2015, le Conseil d'administration du crédit coopératif a souhaité renforcer ses liens avec le monde de l'économie sociale et solidaire et a, en ce sens, proposé à Olivier BONED de siéger au titre du CJDES. Il participe ainsi au projet de la banque coopérative.

La Fabrique d'assurance Olivier Boned

« La Fabrique d'Assurance », association loi 1901, est un projet innovant et ambitieux dont l'objectif est d'accompagner les grandes mutations du secteur de l'assurance. Une des idées majeures est de repenser l'assurance en considérant pleinement les enjeux de l'Économie Sociale et Solidaire. Son Conseil d'administration, présidé par Jean-Louis BANCEL, président du Crédit coopératif et ancien Président du CJDES, est composé de représentants du membre fondateur et des membres adhérents, dont LE CJDES.

50+

Mars 2015

- Participation aux tables rondes du séminaire Charles GIDE de l'Université du Mans
- Soutien et présence au 26ème colloque de l'ADDES
- Présence à la soirée des 30 ans de la Fondation du Crédit coopératif

Avril 2015

- Rencontre avec le délégué général de la Chambre française de l'ESS
- Rencontre avec les co-fondatrices des Alchimistes
- Rencontre avec le co-fondateur de France Barter
- Participation aux débats et à la soirée de gala de l'assemblée générale de Cooperatives Europe

Juillet 2015

- Participation au comité de pilotage du mois de l'ESS en IDF
- Rencontre avec UR IDF Mutualité Française
- Rencontre avec Roland Berthillier
- Rencontre l'ADOM
- Rencontre avec la MAIF
- Rencontre avec CGScop
- Rencontre avec le RTES
- Rencontre avec Concordia

Autres rencontres ou événements

- Rencontre avec Jean-Louis Bancel, président du Crédit Coopératif
- Rencontre avec le cabinet en charge de l'ESS de la Mairie de Paris
- Rencontre avec le Mouves
- Rencontre avec le mouvement associatif
- Rencontre avec Guy Ascoët de l'Alliance dynamique

Septembre 2015

- Interview Anne publiée dans Ressources solidaires
- Déjeuner avec la Chambre Française Roger Belot et Emmanuel Verny

Octobre 2015

- Rendez vous avec Concordia
- Intervention Master 1 ESS
- Rendez vous à la Mairie de Paris Cabinet Anne Hidalgo
- Participation aux rencontres du Crédit coopératif
- Rencontre avec Christine DAMIGUET, Président de l'Alumni Sciences po ESS
- Intervention lors d'un atelier sur l'ESS pendant le Conseil national de l'UNEF
- Interview pour la rubrique ESS de la newsletter d'Uniformation

- Participation à l'ouverture du mois de l'ESS

- Déjeuner avec Isabelle MILLET-CAURIER, FNMF

Novembre 2015

- Rendez vous avec Emmanuel ROUX, Directeur Général de la FNMF
- Déjeuner avec Orientation Durable
- Réunion du conseil supérieur de l'ESS
- Déjeuner avec Laurence HAMON, Directrice Générale de la CIEM
- Rendez vous avec David LOPEZ représentant du CJDES au sein d'EUCLID Network
- Déjeuner FEHAP
- Rendez-vous avec le Président du conseil général 67
- Rendez-vous avec François LEBLANC, Secrétaire général de la FFCGA

Décembre 2015

- Participation au Forum ICP Entreprises
- Participation à la journée "réseau" de la MACIF

Janvier 2016

- Rencontre avec Odile Kirchner, déléguée interministérielle à l'ESS

- Vœux de l'ESS au CESE

Février 2016

- Participation au groupe de travail ESS du PCF
- Rencontre avec Unis-cité sur leur programme rêve et réalise

Mars 2016

- Rencontre avec la MGEN
- Rencontre avec la MCDEF
- Lancement du nouveau site internet
- Plénière du Conseil supérieur de la coopération
- Conseil d'administration de l'ADOM
- Conseil supérieur de l'ESS – réunion de la commission implication des jeunes

Avril 2016

- Participation à la nuit des débats avec la mission locale de Paris sur les jeunes et l'entrepreneuriat
- Plénière du Conseil supérieur de l'ESS

CJDES

Génération pro-ESS

CJDES
255, rue de vaugirard

Email
info@cjdes.org

75015
Paris

Web
www.cjdes.org

Rapport annuel 2015

© CJDES 1985-2015


cjdes
Génération pro-ESS